



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Direction des affaires juridiques et de l'administration
locale

Bureau de l'administration générale et de l'utilité
publique

Installations classées pour la protection de
l'environnement

commune de LIHONS

Société GURDEBEKE SA

MISE EN DEMEURE

A R R Ê T É du 1 JUIN 2015

La Préfète de la région Picardie
Préfète de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment les titres 1er des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 nommant Madame Nicole KLEIN, Préfète de la région Picardie, Préfète de la Somme ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 portant délégation de signature de Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-5 ; L. 512-7 ; L. 512-10) du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 mars 2006 à la société GURDEBEKE pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Lihons, parcelles cadastrées R n°30 à 33, 172 à 180, 182 à 184 et ZP n°26 (pro parte) et 41 (pro parte) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2009 modifiant la capacité maximale annuelle autorisée de déchets non dangereux réceptionnés pour les années 2009 à 2015 ;

Vu le rapport relatif à l'audit du réseau de gestion du biogaz réalisé par la société CEFT, en date du 24 septembre 2014 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 28 avril 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que, lors de la visite du 13 octobre 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :

1. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il respecte la charge hydraulique maximum de 0,3m et il n'a toujours pas mis en place de maintenance préventive sur le système de drainage des lixiviats.

Ceci est contraire aux dispositions de l'article 15 « Système de drainage des lixiviats » de l'arrêté préfectoral du 27/03/2006. L'absence de maintenance préventive sur le système de drainage des lixiviats avait été soulevée lors de l'inspection du 13 octobre 2013.

2. L'entretien des dispositifs de gestion des eaux de ruissellement intérieures n'est pas formalisé.

Ceci est contraire aux dispositions de l'article 21 « Gestion des eaux de ruissellement extérieures et intérieures » de l'arrêté préfectoral du 27/03/2006. Cette non-conformité avait été soulevée lors de l'inspection du 13 octobre 2013.

3. L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet sa demande de modification relative à la création d'un bassin de stockage des lixiviats supplémentaire, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, et notamment sa conformité à l'article 25 « L'étanchéité (...) est assurée par une couche de 1 m de matériaux argileux compactés recouverte d'une géomembrane en PEHD de 2 mm. » de l'arrêté préfectoral du 27/03/2006, avant sa réalisation.

Ceci est contraire aux dispositions de l'article 25 « Stockage des lixiviats » de l'arrêté préfectoral du 27/03/2006 et de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Considérant en conséquence qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GURDEBEKE S.A. de respecter les prescriptions des articles 14, 15, 21 et 25 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 ainsi que de l'article R. 512-33 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRETE

Article 1^{er} :

La société GURDEBEKE SA, dont le siège est situé 65 Boulevard Carnot à NOYON (60400), est mise en demeure, pour l'installation de stockage de déchets non dangereux sise sur le territoire de la commune de Lihons, de respecter les dispositions de l'article 15 « Système de drainage des lixiviats » de l'arrêté préfectoral du 27/03/2006. sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A cette fin, elle procédera à la mise en place :

- d'un ou plusieurs équipements permettant de justifier du respect de la charge hydraulique maximum de 0,3m ;
- d'une maintenance préventive sur le système de drainage des lixiviats.

Les documents justificatifs de la mise en place du ou des équipements et de la maintenance préventive du système de drainage des lixiviats seront transmis à l'inspection des installations classées.

Article 2 :

La société GURDEBEKE S.A. est mise en demeure dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006.

A cette fin, elle formalisera l'entretien des dispositifs de gestion des eaux de ruissellement intérieures.

Les documents justifiants de la formalisation de l'entretien des dispositifs de gestion des eaux de ruissellement intérieures seront transmis à l'inspection des installations classées.

Article 3 :

La société GURDEBEKE S.A. est mise en demeure dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'article 25 « Stockage des lixiviats » de l'arrêté préfectoral du 27/03/2006 et de l'article R. 512-33 du code de l'environnement

A cette fin, elle transmettra à l'inspection des installations classées, un porter à connaissance sur la réalisation du bassin de stockage de lixiviats avec les éléments permettant de justifier de sa conformité aux dispositions de l'article 25 « L'étanchéité (...) est assurée par une couche de 1 m de matériaux argileux compactés recouverte d'une géomembrane en PEHD de 2 mm. » de l'arrêté préfectoral du 27/03/2006.

Article 4 :

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 à 3 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GURDEBEKE S.A. et dont une copie sera adressée au maire de LIHONS.

Amiens, le ~ 1 JUIN 2015

Pour la Préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Jean-Charles GERAY